

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

Six priorités régionales

**Mise à jour économique fédérale 2025 :
Une occasion à saisir pour soutenir le développement des régions**

Saguenay, le 29 août 2025 – La Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-Le Fjord (CCISF) presse le gouvernement fédéral de présenter, cet automne, une mise à jour économique forte, structurante et alignée sur les besoins des régions industrielles. Dans un contexte marqué par les tensions commerciales avec les États-Unis, une rareté de main-d'œuvre et un resserrement des politiques d'immigration, les entreprises du Saguenay–Lac-Saint-Jean attendent des signaux clairs pour sécuriser leurs investissements et assurer leur croissance.

De concert avec la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), la CCISF rappelle également que le Saguenay–Lac-Saint-Jean possède un potentiel industriel exceptionnel, tant dans les secteurs de l'aluminium, du bois d'œuvre, de la transformation manufacturière que dans le domaine de la défense grâce à la présence de la Base militaire de Bagotville.

« Le Saguenay–Lac-Saint-Jean a tout ce qu'il faut pour devenir un carrefour industriel stratégique pour le Québec et le Canada. Pour soutenir cette ambition, les politiques fédérales qui seront présentées cet automne lors de la mise à jour économique doivent donner un véritable élan au développement régional », souligne **Sandra Rossignol, PDG de la CCISF**.

La Chambre présente aujourd'hui six priorités régionales qu'elle souhaite voir prises en compte dans la mise à jour économique fédérale :

1. **Renforcer les mécanismes de défense commerciale** pour protéger les secteurs vulnérables comme l'aluminium et le bois d'œuvre face aux tensions commerciales avec les États-Unis.
2. **Développer une stratégie industrielle en matière de défense** favorable pour le Québec afin de répondre aux besoins de la défense dans des secteurs comme l'aérospatial, la cybersécurité, la construction navale ou les véhicules blindés.
3. **Adapter des politiques d'immigration** régionalisées pour répondre à la rareté de main-d'œuvre spécialisée.
4. **Accélérer les investissements en infrastructures stratégiques** (ferroviaires, maritimes, aéroportuaires) pour soutenir l'exportation à valeur ajoutée.
5. **Mettre en place des conditions gagnantes à l'investissement industriel**, incluant des mesures fiscales et une stratégie de décarbonation.
6. **Réduire les obstacles administratifs et réglementaires** freinant les grands projets régionaux, malgré l'entrée en vigueur de la Loi C-5.

Défense : une priorité économique et stratégique

La CCISF et la FCCQ demandent que les investissements records prévus dans la défense nationale – entre 60 et 70 milliards de dollars par année jusqu'en 2030 – profitent aux entreprises québécoises. Les deux organisations réclament notamment :

- Une politique d'approvisionnement préférentiel favorisant les entreprises locales ;
- Une bonification de la Politique des retombées industrielles et technologiques (PRIT) ;
- Des programmes de prêts ou de garanties de prêts dédiés aux PME actives dans le secteur de la défense.

« Il faut une véritable stratégie industrielle pour que les milliards investis dans la défense restent ici, créent des emplois de qualité et profitent aux entreprises québécoises plutôt qu'à des fournisseurs étrangers », affirme **Véronique Proulx**, PDG de la FCCQ.

Un RDV Économique à l'automne

Afin de mobiliser l'écosystème d'affaires autour des opportunités offertes par les investissements en défense, la CCISF consacrera son premier RDV Économique, le 27 novembre prochain, à ce thème central. L'événement mettra en lumière des projets structurants en infrastructures, en construction et en technologies qui renforcent le positionnement stratégique du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

-30-

Renseignements :

Lanie Dufour

Conseillère en affaires publiques

418 690-5996

ldufour@catapultecommunication.com